



Infolettre n° 70

Novembre 2016

Contact : info@aepl.eu

POUR UNE EUROPE AUTREMENT

"Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise."

[Jean Monnet](#)

Après le vote en faveur du Brexit, il est de plus en plus évident que l'avenir de l'Union européenne fera l'objet d'initiatives en sens divers. Comme vous le savez, l'AEPL soutient le projet européen. Toutefois, nous estimons qu'aujourd'hui l'Union Européenne (UE) fait fausse route et que de plus en plus de citoyens ont le sentiment résigné que l'Europe actuelle n'est plus la leur. Si l'on veut éviter la faillite de l'UE, celle-ci a besoin d'un nouvel élan. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Administration de l'AEPL a émis l'idée d'élaborer un projet européen alternatif. Cette idée, confirmée et adoptée par l'Assemblée Générale de l'AEPL d'avril 2016 comme une de ses grandes priorités, est fondée sur les considérations suivantes:

L'Europe d'aujourd'hui est désemparée. Les crises successives, dont en premier lieu celle de la migration ont révélé la faiblesse de la gouvernance européenne. En réalité, la méthode de l'Europe de papa, celle de l'engrenage, qui consistait à faire régulièrement des transferts de pouvoir des Etats-Nations vers les institutions européennes, est en panne. De plus, l'affaiblissement de la Commission au profit de l'intergouvernemental, dont le Conseil européen est le flambeau, détourne le projet européen d'un de ses objectifs majeurs inscrit dans le préambule du traité de Rome : "Déterminés à établir une union toujours plus étroite entre les peuples européens". Enfin, l'adhésion en une seule fois, en mai 2004, de 10 pays, dont 8 d'Europe centrale et orientale, sans période de transition permettant à leurs économies et mentalités de s'adapter à celles de l'Union européenne, s'est révélée désastreuse. En effet, nombre de ces nouveaux membres, mais pas seulement, défendent avec âpreté leurs intérêts particuliers au détriment d'une approche collective. Pourtant, dans la vision fondatrice des pères de l'Europe, agir de concert était une manière de créer de la solidarité et même plus : une compréhension approfondie, un goût de l'action en commun, un apprentissage réciproque. Qu'en est-il de cette pratique aujourd'hui ? Une sorte d'indifférence s'est installée, voire une collaboration de façade, qui cache mal le maintien de calculs étroitement nationaux.

Comme le confirme le résultat des élections américaines, le clivage social entre les ignorés de la société et les élites, ce que l'on appelle communément ceux d'en haut et ceux d'en bas, ne fait que croître. Ceux d'en bas sont souvent victimes de la mondialisation mais aussi et surtout des politiques néolibérales menées par les gouvernements des Etats membres, entraînant à leur suite beaucoup d'institutions de l'UE, sans être

tempérée par une politique sociale digne de ce nom. Jamais la théorie libérale du ruissellement n'a paru si illusoire: la richesse n'a ni ruisselé le long de la pyramide sociale ni fertilisé les couches sociales inférieures¹. Se pose dès lors la question pourquoi les Etats membres et la Commission européenne se sont alignés sur les théories thatchériennes et reaganiennes, abandonnant ainsi la politique inscrite dans le traité de Rome à la demande du chancelier Adenauer, à savoir l'économie sociale de marché?

Pis encore, lorsque la Grande récession s'est déclenchée en 2008, qui a commencé par une crise du monde bancaire, largement dérégulé, pour ensuite se transformer en crise économique puis sociale, les Etats aux économies les plus solides ont entraîné l'Union européenne à imposer aux plus faibles des politiques d'austérité où la solidarité n'avait plus sa place et dont nous voyons aujourd'hui encore les conséquences. La croissance est en panne tandis que la politique monétaire ne fonctionne pas vraiment, comme l'avait d'ailleurs prévu Keynes. Or, c'est notamment à cause de la situation économique actuelle que les comportements hostiles à l'Europe se propagent et nourrissent populisme et europhobie. Force est de constater que depuis plus de vingt ans, l'Europe a de moins en moins une économie industrielle et que les choses risquent encore de s'aggraver avec la révolution en cours de l'informatique et de la robotique. Une autre considération concerne les enjeux distributifs: les gouvernements des Etats membres ainsi que les institutions de l'Union européenne ont œuvré sans relâche à l'ouverture des frontières intérieures aux personnes, marchandises, services et capitaux. Mais faute des compétences fiscale (bloquée à cause de la règle en la matière de l'unanimité) et sociale (qui relève avant tout de la compétence des Etats membres), la Commission n'a guère pu contribuer à en gérer les conséquences économiques et sociales². Pis, L'Union européenne en général et ses institutions en particulier sont souvent apparues comme complices du détricotage du tissu social local.

Tout ceci a eu pour effet que le pacte non écrit entre les dirigeants européens et leurs électeurs a volé en éclat et a induit que bon nombre de ces électeurs, en premier lieu les plus pauvres mais également les familles des classes moyennes dont l'ascension sociale est bloquée, se sont précipités dans les bras des partis populistes et europhobes comme le UKIP britannique, le FN français, la Ligue du Nord et les Cinq étoiles italiens, l'Alternative für Deutschland en Allemagne, le parti de la liberté néerlandais de Geert Wilders, le Fedesz hongrois de Victor Orban, les Vrais finlandais, etc.

Sur le plan purement politique, les partisans du projet de l'Union européenne ont été profondément choqués par l'abandon de certains principes fondateurs de l'Union par les présidents Tusk (Conseil de ministres), Juncker (Commission européenne), Schulz (Parlement européen) et les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement. En effet, en février de cette année ils ont tout simplement offert au premier ministre britannique Cameron, en réponse au chantage de celui-ci, de sacrifier une série de ces principes, dont la fameuse phrase qui figurait déjà dans le traité de Rome de 1957, à savoir: "**Les pays signataires, déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens**". De la sorte, le Royaume-Uni recevait une exonération lui permettant de se soustraire à une intégration toujours plus poussée de l'Europe. En clair, les dirigeants européens et nationaux mettaient un terme à l'idée d'une Europe toujours plus intégrée, voire fédérale. Heureusement, le Brexit a passé l'éponge sur cette exonération, même si l'on peut craindre que certains gouvernements souverainistes voudront la revendiquer. Cet abandon a révélé une triste vérité sur l'état de l'Union et, plus encore, sur l'état de l'esprit dans les pays qui en font partie. Cette Europe-là n'est plus l'Europe que les fondateurs voulaient bâtir ni celle que bon nombre d'Européens peuvent souhaiter.

¹ Le journal Le Monde 22 octobre 2016.

² ibid

Par ailleurs, pouvons-nous nous imaginer un seul instant une Europe où l'UE aurait disparu? Pouvons-nous nous imaginer un retour en arrière, un retour à l'Europe des Nations comme le fut la Sainte Alliance créée sur les ruines de l'empire napoléonien ou un retour à une Europe d'avant 1914, celle des alliances croisées et dirigée par des somnambules qui, forts de leurs ambitions nationalistes, vont entraîner l'Europe dans une des plus grandes boucheries de l'histoire? La réponse à cette question est malheureusement « oui » car il ne faut plus exclure cette possibilité.

Avec le choc du Brexit, le moment est à coup sûr venu de prendre du recul et de se lancer dans une réflexion approfondie sur une Europe différente, une Europe autrement, que nous transmettrions à nos enfants et petits-enfants. Pour d'aucuns le Brexit est un échec pour l'Europe, pour d'autres c'est une délivrance. C'est vraisemblablement les deux à la fois. Il est indéniable que les Britanniques ont mis beaucoup de sable dans les rouages européens, comme il est également indéniable qu'ils ont vu dans l'arrivée de nombreux nouveaux Etats membres un moyen de ralentir l'intégration politique³. Désormais la donne change. Une grande opportunité s'offre à nous. Osons la saisir! L'AEPL lance aujourd'hui le projet d'une Europe autrement, un projet d'une communauté de destin qui unit tous les citoyens d'Europe. C'est d'autant plus le moment que le président de la Commission européenne, JC Juncker - et il ne sera pas le seul - compte présenter en 2017 un livre blanc en vue d'un approfondissement de l'Europe. Qu'est-ce un livre blanc? C'est un document dans lequel sont exprimées les idées d'un gouvernement ou d'une institution mais sans lui donner le caractère formel d'une proposition.

Si l'AEPL se lance dans l'entreprise de proposer une Europe nouvelle, c'est qu'elle a tiré les leçons du passé: les non confessionnels, Altiero Spinelli mis à part, étaient totalement absents dans les années 50 au moment de la création des fondements de l'Europe! Etait-ce à cause d'une certaine frilosité à s'extérioriser ou en raison d'une absence totale de prise de conscience de l'importance de l'enjeu?

Cette fois, ils ne peuvent plus rater ce nouveau rendez-vous avec l'histoire. Et s'engager dans l'élaboration d'une véritable proposition pour une Europe autrement, inspirée par des valeurs humanistes. Pour construire un projet de bas en haut et non de haut en bas. En saisissant de notre projet les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen ainsi que les chefs d'état ou de gouvernement nationaux. Nous le soumettrons aussi au Commissaire Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission et bras droit du président Juncker.

Voici une série de thèmes que nous vous soumettons, à titre d'exemples, sur lesquels nous aimerions entendre votre voix:

Les fondations :

- ✦ La réalité historique d'une conscience européenne partagée
- ✦ Ce qui distingue et rassemble les Européens (valeurs, histoire, héritage, culture, adversaires, anti-modèles... communs)
- ✦ L'Europe et ses langues
- ✦ Valeurs humanistes, droits fondamentaux (charte européenne), égalités homme/ femme

Les citoyens :

³ Sylvie Goulard: « Goodbye Europe »

- ⤴ Quelle nouvelle citoyenneté européenne?
- ⤴ Quelle déontologie et éthique pour les acteurs des institutions européennes (parlementaire, commissaires, fonctionnaires, Lobbyistes)
- ⤴ Comment promouvoir le «mieux vivre ensemble »
- ⤴ L'Europe unie espace de droits (liberté, égalité, solidarité, dignité, justice, citoyenneté, laïcité)
- ⤴ Comment mieux informer (démystifier les mythes/ la valeur ajoutée européenne...)

Les Etats :

- ⤴ Quelles nouvelles subsidiarités et partages de souveraineté
- ⤴ Etats-nations, confédération, fédération : quel partage de la souveraineté ?
- ⤴ L'Europe à plusieurs vitesses ? : Intégration tous ensemble ou différenciée par groupes de nations ?
- ⤴ Le projet économique européen, les règles, les indicateurs
- ⤴ Comment communiquer sur l'Europe ?

L'Europe unie :

- ⤴ Une nouvelle Constitution ?
- ⤴ Quelles nouvelles institutions (Parlement européen, Conseil, Commission, Banque Centrale européenne, Banque Européenne d'Investissements, Eurogroupe...)
- ⤴ Combler le déficit démocratique européen
- ⤴ Quelles frontières (Turquie, Balkans, Ukraine, Suisse, Norvège...),
- ⤴ Quelles ressources (budget fédéral?), quelle fiscalité commune
- ⤴ Quelles politiques communes (une économie sociale et inclusive, la jeunesse européenne, ré-industrialisation, l'environnement, la transition énergétique)
- ⤴ Quelle politique macro-économique (austérité/rigueur ou relance par les investissements)
- ⤴ Quelles relations entre Etats-nations dans une Europe unie : règles, solidarité discipline, sanctions : Pologne/Hongrie)
- ⤴ Europe puissance / Europe espace économique ?
- ⤴ Défense et sécurité communes
- ⤴ Faire revivre Schengen

L'Europe dans le monde :

- ⤴ Quelle place pour l'Europe autrement dans un monde globalisé?

- ✧ Europe ouverte / forteresse
- ✧ Migrants/réfugiés : accueil et intégration/ ou aides/coopération avec les pays d'origine
- ✧ Principes et valeurs à faire respecter dans les accords commerciaux/ internationaux
- ✧ Les enjeux climatiques

L'Utopie

Vers un nouvel idéal européen

Nous invitons donc les sympathisants de cette action de l'AEPL à adresser leurs idées à info@aepl.eu

Le Conseil d'administration du l'AEPL